

Direction Risques Industriels

Perpignan, le 26/01/2023

Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



PAPREC ENERGIES 66

Coume dels Très Pilous
66600 CALCE

Réf : 2023-012-PR

Code AIOT : 0018300005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement PAPREC ENERGIES 66 implanté Coume dels Très Pilous 66600 CALCE. L'inspection a été annoncée le 19/12/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité annuelle de visite pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont :

- la surveillance vidéo ;
- les travaux au centre de tri entraînant une modification du stockage de la collecte sélective dans le bâtiment BSA.

Le référentiel d'inspection utilisé est le Code de l'environnement, l'arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération de déchets non dangereux et l'arrêté d'autorisation du 16/02/2006 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ENERGIES 66
- Coume dels Très Pilous 66600 CALCE
- Code AIOT : 0018300005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CYDEL a été chargée par le SYDETOM 66 d'assurer une Délégation de Service Public pour le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un centre de tri et d'un incinérateur avec valorisation énergétique.

Dans ce cadre la société CYDEL a été autorisée initialement par arrêté préfectoral n° 4210 du 22/11/2000, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers issus de collectes sélectives et de Déchets Industriels et Commerciaux Banals (DICB), aux fins de valorisation matière et un incinérateur de déchets non-dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'extension de cet incinérateur par l'adjonction d'un 3ème four a été autorisée par arrêté n° 690/06 du 16/02/2006, qui constitue l'acte administratif de référence. Cet arrêté a fait l'objet de plusieurs modifications pour prendre en compte les évolutions du site.

Les activités principales autorisées sont les suivantes :

- Tri et préparation de déchets ménagers issus de collectes sélectives, en vue de leur valorisation matière, pour un tonnage maximum annuel entrant de 30.000 tonnes.
- Exploitation d'une Unité d'Incinération avec valorisation énergétique dimensionnée pour traiter une charge thermique équivalente à 240.000 tonnes par an de déchets, au moyen de trois fours à grilles respectivement de capacité nominale 11 t/h, 11 t/h et 7 t/h ce qui donne une capacité totale de 29 t/h.
- Incinération des DASRI pour une capacité de 17000 t/an.
- Mise en balles de déchets après extraction de la partie fermentescible des OM pour une capacité de 25 t/h et une capacité de stockage de 9750 t. La mise en balles permet de faire face à la surproduction pendant la saison estivale ou de délester une partie des déchets pendant les arrêts techniques. Les déchets sont d'abord triés afin d'extraire la partie fermentescible puis les déchets «propres et secs» sont mis en balles et stockés dans un bâtiment spécifique. Ces balles sont incinérées pendant la période d'hiver.

Le 3e four a été mis en service au début de l'année 2009 amenant cet incinérateur à sa capacité nominale.

Le centre de tri a été modernisé en 2013 afin de passer d'une capacité de production de 6,7 t/h à 10 t/h.

Plus récemment en 2018 / 2019 CYDEL a modifié les équipements de valorisation de la chaleur produite par la combustion des déchets dans les 3 fours afin de pouvoir desservir un réseau de chaleur, en plus de la génération d'électricité par une turbine à condensation. Le réseau de chaleur a été mis en service en avril 2019.

Cydel a été intégré à la société Dalkia Waste Energie (groupe EDF) après le rachat par celle-ci du groupe TIRU. Au début de l'été 2021 Dalkia a cédé sa branche Dalkia Waste Energy au groupe Paperec.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- quai de déchargement ;
- salle de contrôle ;
- bâtiment de stockage A (BSA)
- quai de déchargement de la collecte sélective.

Cette visite a amené un constat supplémentaire qui a été repris dans la fiche de constat relative au stockage dans le BSA (le stockage de la collecte sélective dépasse de la zone couverte par le sprinklage).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 2.1.6.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.3.4.1	Lettre de suite préfectorale	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	Sans objet
2	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	Sans objet
4	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V	Sans objet
7	Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.6.4	Sans objet
8	Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.6.6	Sans objet
9	Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.6.6.1	Sans objet
10	Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.6.6.2	Sans objet
11	PC5-Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 3 faits avec suites ont été relevés et sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au § 2.4 du rapport.

Ces faits avec suites, qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement, conduit l'inspection à proposer une lettre de suite préfectorale en accordant un délai pour justifier de la mise en conformité.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral correspondant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none">• les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;• la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : La zone de déchargement de déchets a été équipée de 5 caméras, 2 positionnées sur le quai permettent de visualiser les camions et de lire les plaques d'immatriculation et 3 caméras ont été positionnées à chacune des 3 portes et permettent de visualiser le déchargement des déchets. Les données sont enregistrées (voir points de contrôle suivants). Au cours de la visite de terrain l'inspection a vérifié la présence des caméras et que ces caméras permettent effectivement de lire les plaques, de visualiser le déchargement de déchets et d'identifier le camion concerné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo. La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.
Constats : L'exploitant présente le compte rendu de la réunion du CSE du 04/10/2022 où le système de vidéo surveillance a été présenté (§3) ; d'après ce compte rendu le CSE s'est prononcé favorablement pour la mise en place de ce système. Un panneau d'information a été positionné à l'entrée du quai de déchargement de l'incinérateur qui comporte l'ensemble des informations prévues par l'article D.541-48-1.III. L'exploitant précise que le site est sous vidéo surveillance et couvert par de nombreuses caméras. De ce fait il y avait déjà sur le site une information sur la présence de cette vidéosurveillance. L'exploitant informe que le CR des réunions du CSE sont affichés et que pour compléter l'information du personnel une note datée du 23/01/2023 et reprenant les éléments de l'article D.541-48-1.III a fait l'objet d'un affichage sur le site. L'exploitant précise que l'information des "clients" est faite par l'intermédiaire des conventions (§3) qui sont en cours de renouvellement suite au changement d'exploitant (PAPREC) et qu'à cette occasion l'information sur la vidéo surveillance sera précisée en lien avec l'article D.541-48-1.III. L'exploitant indique qu'ils ont prévu en complément d'adresser à l'ensemble des producteurs et transporteurs, un courrier spécifique en application de l'article D.541-48-1.III. Le projet de courrier est présenté en séance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que le système de vidéo surveillance fait l'objet d'un contrat de maintenance prévoyant une intervention 7j/7 et 24h/24. Dès qu'il y a une anomalie un mail est automatiquement adressé à la société de surveillance.</p> <p>Par contre l'exploitant n'a à priori pas accès au journal recensant les périodes d'indisponibilité.</p> <p>Au cours de la visite l'inspection a vérifié que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les données sont enregistrées numériquement et permettent de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et l'emplacement de la caméra ;- les données ne comportent aucune information sonore et les images des personnes filmées sont anonymisées. <p>Le contrat de maintenance prévoit que les données sont conservées pendant un an.</p> <p>L'exploitant ne peut préciser si au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p> <p>Écart à corriger : L'exploitant doit pouvoir justifier que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année ;• toute indisponibilité du dispositif est inférieur à cinq jours consécutifs ;• la disponibilité du journal recensant les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. <p>L'exploitant doit également vérifier que les données sont effacées automatiquement au terme du délai de un an.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...]Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.
Constats : L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none">• les données sont stockées dans le local TGBT dont l'accès est limité ;• seules 4 personnes ont reçu une formation sur le fonctionnement de la vidéosurveillance et disposent des moyens d'accès (clé pour ouvrir l'armoire du serveur et code d'accès informatique). <p>L'inspection a vérifié au cours de la visite que les données sont accessibles sur site et l'exploitant a confirmé qu'une séquence vidéo peut être transmise sous forme de fichier MP4.</p> <p>Observation : l'habilitation des personnes ayant accès aux données, prévue par l'article D.541-48-1-V, devrait faire l'objet d'une officialisation mentionnant les restrictions dans l'utilisation des données.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 2.1.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets issus de la collecte sélective sont réceptionnés dans le centre de tri. La capacité maximale de stockage de déchets ménagers pré trié en attente de tri est de deux jours. L'aire de réception permet de recevoir un volume de 1500 m ³ . La capacité moyenne est de 6,7 t/h pour les emballages multi matériaux et de 4,8 t/h pour les papiers et cartons.
Constats : L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none">• les travaux prévus sur le quai du centre de tri suite à sa détérioration vont permettre d'augmenter la capacité de stockage de la collecte sélective ;• les seuils mentionnés à l'article 2.1.6.5 ne sont plus valables suites à la modernisation du centre de tri. A noter que cette modernisation a fait l'objet d'un PAC et à cette occasion cet article aurait dû être modifié. <p>A la demande de l'inspection l'exploitant présente l'étude des dangers du centre de tri (version 2014). Le scénario de l'incendie sur l'aire de réception de la collecte sélective prend en compte un volume de 675 m² * 4 m = 2700 m³ correspondant à la réalité du stockage et ce scénario ne correspond pas au scénario dimensionnant qui est le feu dans le bâtiment de tri.</p> <p>Écart à corriger : à l'occasion des travaux sur le quai du centre de tri l'exploitant doit déposer une demande d'adaptation des prescriptions de l'article 2.1.6.5 en justifiant que les moyens incendie sont suffisamment dimensionnés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage et aménagement du stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Compartimentage et aménagement du stockage La taille des zones de stockage doit être limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une zone à l'autre. Les balles forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ol style="list-style-type: none">1) surface maximale des îlots au sol : 500 m², les différentes surfaces dédiées au stockage des balles devront être matérialisées au sol par un marquage clairement repérable et reportées sur un plan à échelle adaptée ;2) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum dans la zone spécifique de stockage des balles et 6,5 m dans la zone de stockage située dans le bâtiment de stockage des mâchefers ;3) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;4) distance minimale entre la zone de stockage des balles et le stockage des mâchefers : 4 m, ou mis en place d'un mur coupe feu de degré minimum 2 heures sur toute la hauteur du bâtiment ;5) distance minimale entre la zone de stockage des balles et la paroi sud ouest du bâtiment de stockage des mâchefers : 7 m (correspondant à la voie de circulation)6) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.
Constats : <p>L'exploitant a informé l'inspection par mail du 22/11/2022 de la nécessité d'effectuer des travaux de renforcement du quai du centre de tri (CDT) qui s'est affaissé. Ce message a été complété par une note du 06/01/2023 précisant l'organisation retenue pendant la période des travaux impliquant la neutralisation du quai de déchargement de la collecte sélective.</p> <p>Dans la note du 06/01/2023 l'exploitant indique que les travaux sur le quai vont durer 4 mois, de janvier à avril 2023 et pendant ce délai la collecte sélective sera :</p> <ul style="list-style-type: none">• déchargée sur les aires de stockages des balles de lissages qui a été au préalable entièrement vidée,• puis repris par des bennes de 30 m³ et transférée directement sur le bas du quai du CDT par la rampe d'accès. <p>Le bâtiment de stockage A (BSA) comprend 5 aires de stockage des balles de lissage de 500 m², 135 m², 120 m², 402 m² et 432 m². L'exploitant envisage de n'utiliser qu'une partie des zones sprinklers afin de permettre la manœuvre des camions semi-remorques et la reprise et reconditionnement des déchets de la collecte sélective dans des bennes de 30 m³ afin de la redescendre au fil de l'eau via la rampe d'accès à la fosse du CDT.</p> <p>L'exploitant précise que des "alhablocs" ont été positionnés pour contenir les déchets au niveau de la zone de sprinklage.</p> <p>L'inspection confirme que la zone de sprinklage doit être strictement respectée et que la surface et la hauteur de stockage doit être compatible avec le dimensionnement de ce springklage.</p> <p>Écart à corriger : Au cours de la visite l'inspection note que le positionnement des alhablocs est décalé par rapport à la zone de sprinklage et doivent donc être déplacés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 jours

N° 7 : Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et moyens de lutte contre un Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'établissement devra disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- un dispositif d'extinction automatique d'incendie dans la zone de stockage des balles situées dans le bâtiment de réception du mâchefer ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- un système de détection automatique d'incendie asservi à l'alarme incendie situé au niveau du centre de tri, des stockages des balles, des stockages des DARSRI, de la fosse et du hall de réception des déchets ;- un système d'alarme incendie ; <p>L'exploitant devra s'assurer et pouvoir justifier que le débit requis est assuré au droit des hydrants utilisés et / ou matériels utilisés dans les différentes configurations des scénarios d'accident de l'étude des dangers et conformément à l'organisation définie dans le plan d'opération interne.</p> <p>[...]</p> <p>La pomperie incendie et les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées et dimensionnées de manière à assurer le débit correspondant à la pression requise au nombre d'appareils d'incendie susceptibles d'être utilisés simultanément. Elle utilise en outre deux sources d'énergie distinctes secourues en cas d'alimentation électrique. Le groupe de pompage est spécifique au réseau incendie.</p>
Constats : La zone de stockage des balles du bâtiment de stockage A est équipée d'un réseau de springklers et d'un système de détection automatique d'incendie. L'exploitant précise que le système de détection est piloté par un système de sécurité incendie (SSI) qui commande une alarme dans la salle de commande. En cas d'alarme l'opérateur déclenche une levée de doute et si l'alarme n'est pas acquittée, l'alerte se déclenche. Ce système n'a pas fait l'objet d'un test lors de l'inspection. L'exploitant présente le compte rendu de la dernière vérification semestrielle du système sprinkler effectuée le 09/11/2022 comportant une vérification du débit des pompes et du niveau du réservoir de fuel du motopompe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention et plan d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.
Constats : L'exploitant indique que les consignes concernant la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation et d'appel des secours sont regroupées dans le POI et présente la dernière mise à jour du POI du 22/03/2018. Le POI contient un scénario pour l'incendie dans le bâtiment BSA qui renvoi à une fiche réflexe 05-03 "feu stockage balles BSA". L'exploitant précise que 2 exercices POI sont réalisés annuellement, 1 au centre de tri et 1 à l'incinérateur. L'exploitant présente le fichier listant les formations réglementaires pour l'ensemble du personnel et prévoyant la formation "motopompe" avec recyclage tous les 2 ans. D'après l'exploitant il s'agit d'une formation intermédiaire entre l'équipier de 1ère et 2ème intervention. L'exploitant confirme que toute l'équipe de production et l'équipe de maintenance est concernée par cette formation ce qui permet de s'assurer que du personnel formé au maniement des moyens d'intervention est présent en permanence sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le système d'alerte interne et ses différents scénarios est défini dans un dossier d'alerte. Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.
Constats : Cf point de contrôle n°7 : le système d'alerte est défini dans le système de sécurité incendie qui a pour fonction de détecter les signes du feu, de façon automatique ou manuelle. L'exploitant présente le dernier rapport de maintenance du SSI réalisé par la société SPIE le 07/07/2022. Ce rapport fait état de 10 observations. L'exploitant présente le courrier de la société SPIE du 12/12/2022 confirmant la levée de l'ensemble des observations. L'exploitant précise que le site est équipé de différentes alarmes, automatiques (flamme / optique) ou manuelles et que le personnel est équipé de talkie-walkie avec système PTI (protection travailleur isolé) lorsque les agents sont seuls qui permet le cas échéant de déclencher une alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Travaux au CDT - stockage de la collecte sélective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 7.6.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers. [...] Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.) est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. Le POI est transmis au service départemental d'incendie et de secours. Le P.O.I. est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.
Constats : Cf point de contrôle précédent ; la dernière mise à jour du POI date du 22/03/2018. L'exploitant confirme que le POI sera mis à jour en 2023. L'exploitant présente le compte rendu de la réunion du CHSCT du 20/06/2018 au cours de laquelle le POI a été présenté (§ 1.8 "présentation du POI"). L'exploitant confirme être en contact régulier avec le SDIS mais ne peut justifier de la transmission officielle du POI ; cette transmission sera officialisée lors de la révision prévue en 2023. L'exploitant présente le compte rendu du dernier exercice POI réalisé le 13/09/2022 et précise que le dernier exercice avec participation du SDIS date de 2021 et a concerné l'évacuation en milieu périlleux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation, qui sont au moins celles qui suivent.</p> <p>Des fréquences supérieures peuvent être définies par l'arrêté d'autorisation lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie.</p> <p>[...]</p> <p>Article 9.2.4 « Auto-surveillance des eaux résiduaires » AP du 16/02/2006.</p> <p>L'exploitant doit réaliser mensuellement, sur un échantillon représentatif prélevé dans le bassin de rétention des eaux pluviales, la mesure des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH ; Température ; COT ; Conductivité ; <p>L'exploitant doit en outre faire réaliser semestriellement (excepté pour les dioxynes et les furanes où l'analyse doit être faite annuellement) par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) et agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, sur un échantillon représentatif prélevé dans le bassin de rétention des eaux pluviales, la mesure de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et des paramètres et substances suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn) ; • Fluorures ; CN libres ; Hydrocarbures totaux ; AOX ; MES ; DCO ; DBO5 ; Dioxines et furanes <p>Les résultats des mesures doivent être exprimés avec l'indication des valeurs limites et de la norme de référence de la méthode d'analyse utilisée pour chaque élément.</p> <p>L'exploitant doit enfin faire réaliser mensuellement par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) et agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, sur un échantillon représentatif prélevé en entrée de lagune, la mesure des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH ; température ; DBO5 ; MES. <p>Article 4.3.5.2 « Aménagement des points de prélèvements » AP du 16/02/2006.</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluants,...).</p>
Constats lors de l'inspection du 22/03/2022 : <p>[...]</p> <p>Les résultats des analyses des eaux sanitaires font ressortir des dépassements réguliers sur la DBO5 et les MES.</p> <p>CYDEL rappelle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le prélèvement est réalisé en amont du traitement final constitué par un lit de roseaux ; • le filtre planté de roseaux ne dispose pas de point d'évacuation des eaux traités permettant un contrôle final. <p>Écart à corriger : le traitement primaire ne permettant pas de respecter les valeurs limites, l'installation de traitement des eaux sanitaires comprenant le lit de roseaux, doit disposer d'un point de prélèvement d'effluents positionné en aval du traitement afin de pouvoir justifier la conformité du rejet.</p> <p>Réponse transmise par mail le 01/06/2022 :</p> <p>Après consultation , il s'avère que le bassin de roseaux (bassin de lagunage dans l'AP) est le milieu</p>

récepteur des rejets de la station d'épuration permettant l'infiltration dans les sols et il n'a pas la fonction de traitement

CYDEL possède bien un point de prélèvement des effluents en sortie de station d'épuration comme le prévoit l'arrêté préfectoral d'exploitation du site.

Afin de respecter les valeurs limites de rejet en sortie de station d'épuration, CYDEL a lancé plusieurs consultations auprès de prestataires. HORIZON Ingénierie, bureau d'étude spécialisé en assainissement non collectif, a réalisé une étude de réhabilitation du système de traitement des eaux sanitaires.

A fin mai, nous sommes en attente de validation de l'étude par le SPANC66 (Service Public d'Assainissement Non Collectif). Le choix du prestataire qui réalisera les travaux se fera avant le dernier trimestre de 2022

Réponse complémentaire de l'exploitant le 21/06/2022 : précise et justifie le planning à fin 2022 pour finaliser les travaux.

Constats lors de l'inspection du 25/01/2022

L'exploitant indique que suite aux investigations ils se sont rendu compte que les préconisations du constructeur concernant la vidange du dispositif de traitement autonome des eaux sanitaires n'étaient pas respectées.

Une vidange et nettoyage du système a été réalisé et depuis les rejets sont redevenus conformes. L'exploitant n'envisage plus de travaux mais a revenu les conditions d'entretien et surveillance du dispositif.

L'exploitant présente les résultats mensuels sur l'année 2022 qui sont conformes depuis avril consécutivement à la vidange du dispositif.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet